



RENDU EXECUTOIRE LE

17 MAI 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

*Service
des Etablissements et Services
Sociaux et Médico-Sociaux*

ARRETE N° 2024-A-DGAS-DA-SE-243

du **30 AVR. 2024**

Portant habilitation partielle de l'EHPAD
« La Génollière » à Nieuil L'Espoir, géré
par la SAS Développement des Foyers de
Province à accueillir des bénéficiaires de
l'Aide Sociale à l'Hébergement

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale du Département de la Vienne ;

VU l'arrêté ARS/DGAS n° 2021-A-DGAS-DHV-SE-0244 du 28 octobre 2022
portant cession d'autorisation de l'EHPAD « La Génollière » de Nieuil l'Espoir et géré
par l'Association des Foyers de Province (AFP) au profit de la SAS Développement des
Foyers de Province, filiale du groupe AFP, d'une capacité totale à 69 lits d'Hébergement
Permanent ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 28 mars 2024 relative au
budget départemental primitif 2024 ;

VU la demande d'habilitation partielle à l'aide sociale à l'hébergement de la
direction de l'établissement reçue par courriel du 19 mars 2024 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : L'EHPAD « La Génollière » à Nieuil l'Espoir, géré par la SAS
Développement des Foyers de Province, d'une capacité de 69 lits au total, est autorisé à
accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement à hauteur de **5 places** à compter
du **1^{er} mai 2024**.

En application de l'article L342-3-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles,
l'établissement s'engage à réserver ces places à l'accueil de personnes âgées bénéficiaires de

.../...

l'aide sociale départementale, dans le respect des textes législatifs et réglementaires relatifs aux droits des usagers.

ARTICLE 2 : Le présent arrêté est complété par une convention avec l'établissement précisant les conditions et modalités de l'habilitation partielle, l'accueil des personnes âgées et l'évaluation de leur prise en charge.

ARTICLE 3 : L'habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale peut être retirée dans les conditions prévues à l'article L313-9 du CASF.

Cependant, les droits et les conditions d'accueil des résidents bénéficiant de l'aide sociale à la date du retrait d'habilitation ne sauraient être remis en cause.

ARTICLE 4 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans un délai franc de deux mois à compter de sa date exécutoire, c'est-à-dire de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département (laviennne86.fr) pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télerecours citoyens» sur le site www.telerecours.fr) dans un délai franc de deux mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration d'un délai franc de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc de deux mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département (laviennne86.fr) pour les autres personnes, auprès du Tribunal Administratif de Poitiers (par voie postale à l'adresse suivante : 15, rue de Blossac - BP 541 - 86020 POITIERS CEDEX ; ou par voie dématérialisée via l'application «Télerecours citoyens» sur le site www.telerecours.fr).

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités, le Gestionnaire de l'établissement et la Direction de l'établissement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié sur le site internet du Département de la Vienne.

Fait à POITIERS, le **30 AVR. 2024**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON